

N'est-ce pas ce dont parle Juan Linz de réforme et révolution (« reforma » et « ruptura »)<sup>1</sup>, c'est-à-dire le remplacement ou révolution, selon Linz, constitue sans doute le mode de transition le plus risqué en ce qu'il engendre parfois un vide du pouvoir, entraîne une euphorie qui se change généralement rapidement en amertume et produit souvent un éparpillement des forces politiques : ceux qui luttèrent de front contre le pouvoir défunt commencent à se diviser quant à l'organisation et la gestion du nouveau pouvoir<sup>2</sup>.

Sachant que le résultat de la transition n'est pas acquis d'avance, Adam Przeworski, chercheur d'origine polonaise, suggère que 'le processus d'instauration de la démocratie est un processus d'institutionnalisation de l'incertitude', consistant d'une certaine façon 'à soumettre tous les intérêts à l'incertitude'<sup>3</sup>.

Dans une logique similaire, G. O'Donnell, P.C.Schmitter et L. Whitehead soutiennent que « la démocratie politique (...) émerge généralement d'un processus non linéaire, grandement incertain et donc réversible à tout instant, entraînant la définition prudente de certains espaces et mouvements sur différents échelons<sup>4</sup>.

Il ressort de cette approche qu'il ne peut véritablement y avoir de formule toute faite pour provoquer la démocratisation, chaque pays poursuivant en effet son propre chemin.

D'autres chercheurs se sont exprimés pour définir le processus de transition démocratique. Le nigérian Ben O. Nwabueze précise que la démocratisation, dans le sens plein du terme, a une signification et une portée bien plus grande que le multipartisme. Elle doit en outre chercher à démocratiser la société, l'économie, la politique, la constitution de l'Etat, le système et le processus électoraux et la pratique du gouvernement. Non seulement, ajoute-t-il, la société a besoin d'être démocratisée

---

<sup>1</sup> Juan Linz, « Crisis, Breakdown and Reequilibration », in Linz Juan et Stepan Alfred (éd.), *The Breakdown of Democratic Regimes*, Baltimore Johns Hopkins University, Press, 1978, p. 35, cité par Marie Soleil Frere, op. cit

<sup>2</sup> Idem

<sup>3</sup> Adam Przeworski, cité par Renaud de La Brosse, op. cit., p. 142

<sup>4</sup> Idem, p. 143

mais elle doit aussi être une société fondée sur la liberté, la justice et le traitement égal des citoyens par l'Etat<sup>1</sup>

Olusegun Obasanjo et Akin Mobogungie définissent la transition démocratique comme « un processus systématique de changement dans l'institution politique et (comme) un processus basé sur les valeurs de la démocratie »<sup>2</sup>.

Nzouankeu Jacques Mariel, dans la *Revue Internationale des Sciences Sociales* de mai 1991, n°128, Unesco/ères, page 401, affirme qu'il existe autant de procédures de sortie de dictatures et d'entrée ou de sortie en démocratie qu'il y a d'Etats concernés en Afrique. Il poursuit : « le souci de simplification qui amène à les regrouper (...) ne doit pas faire oublier que chaque expérience est unique en son genre ; seul l'examen cas par cas permet de restituer la richesse ainsi que les spécificités de chacune d'elles.

Pour Richard Joseph, les transitions démocratiques africaines se développent en huit phases qu'il nomme désagrégation (de l'ancien régime), mobilisation, décision, formulation, compétition (électorale), passation (de pouvoir), légitimation et consolidation<sup>3</sup>

Nous remarquons que le contenu donné par les différents auteurs vers la démocratie reste assez indécis. C'est ainsi que Guy Hermet conclut que la transition doit avant tout se comprendre dans son acception temporelle.

Il propose donc la définition suivante : « La transition s'inscrit dans le temps, de durée extrêmement variable, qui s'écoule entre la chute d'un régime et la prise de contrôle complète des rouages du pouvoir par celui qui le remplace : en l'occurrence par le régime démocratique. Elle prend fin normalement quand cette démocratie s'est pourvue d'institutions régulières, d'une constitution, et surtout lorsque les dirigeants démocratiques ont imposé leur suprématie aux militaires ou aux nomenklatura, en

---

<sup>1</sup> Ben O. Nwabueze, *Democratisation*, Spectrum Law Publishing, Ibadan, 1993, pp. 1-2

<sup>2</sup> Définition rapportée par Brendalyn P. Ambrose, in *Democratization and the Protection of Human Rights in Africa*, Praeger, Westport, Connecticut, 1995, p. 23. Lire également la thèse de Renaud de La Brosse, p. 144

<sup>3</sup> Joseph Richard, « Africa : The Rebirth of Political Freedom », in *Journal of Democracy*, vol.2, n°4, automne, 1991, p. 10-24

rendant de la sorte l'alternance pacifique au pouvoir au moins réalisable dans son principe. »<sup>1</sup>

Sa définition semble pertinente et opératoire, et ce quels que soient les mouvements considérés.

A l'entrée de notre première partie, la question qui se pose est la suivante : comment du régime autoritaire, dictatorial on est arrivé au processus de démocratisation ?

---

<sup>1</sup> Hermet Guy, « Le temps de la démocratie », in *Revue Internationale des Sciences Sociales* n°128, mai, 1991, p. 263-274. Lire aussi le même auteur, *Culture et Démocratie*, 1993, Paris, Unesco/Armand Colin ou *Les désenchantements de la démocratie*, 1993, Paris, Fayard.

## **PREMIERE PARTIE**

### **LE PROCESSUS DE DEMOCRATISATION AU CONGO-KINSHASA**

Le processus de démocratisation est un phénomène déjà vécu par quelques pays d'Europe de l'Est (Hongrie, Pologne, R.D.A., Russie, Tchécoslovaquie, etc.), de l'Amérique du Sud et Centrale (Argentine, Bolivie, Brésil, Equateur, Honduras, Guatemala, Nicaragua, Paraguay, Salvador, Uruguay), voire d'Asie du Sud-Est (Corée du Sud, Philippines, etc.) entre 1974 à 1990 en passant d'un régime autoritaire à un gouvernement démocratique.

Ce désir de voir respecter la liberté et les droits politiques de l'individu sont au centre des mouvements de contestation qui gagnent progressivement l'Afrique subsaharienne laquelle a connu de profondes mutations.

Le Bénin fait figure de pionnier et nourrit la réflexion sur l'avenir des processus de démocratisation en Afrique. L'adoption de sa nouvelle constitution du 2 décembre 1990 ouvre une période qui voit l'Afrique saisie par la fièvre constitutionnelle.

Le modèle de la démocratie libérale s'impose partout, mettant fin à la fois à la diversité des informations, notamment instaurée sous l'influence de l'idéologie socialiste ou parfois même de marxisme-léninisme (Bénin et Congo Brazzaville), ainsi qu'aux spécificités de bien des constructions constitutionnelles qui au nom du réalisme avaient renforcé juridiquement pour mieux les légitimer le pouvoir des régimes autoritaires.

Ainsi au Congo-Kinshasa, l'atmosphère d'incertitude qui entoure le M.P.R<sup>1</sup>, parti unique zaïrois à l'époque, empêtré dans une crise économique et sociale majeure depuis le milieu des années 1980 fait réfléchir son chef, Mobutu.

---

<sup>1</sup> MPR = Mouvement Populaire de la Révolution : l'unique institution politique et source de légitimité du pouvoir. Sa charte est le Manifeste de la N'Sele, publié le 20 mai 1967. Il est structuré en 15 organes : le Président du MPR, président de la République, centre de décision et de contrôle des activités ; le Congrès ; le Secrétariat général du parti, chargé de la coordination des activités du parti-Etat ; le Comité central, organe d'inspiration, de conception et de décision. Il est composé de plus de 200 membres ; le Bureau politique, organe permanent de contrôle ; le Conseil législatif ; le Conseil exécutif (gouvernement) ; le Conseil judiciaire ; Huit organisations régionales (le comité régional, le comité régional élargi, le comité régional ou urbain, le comité populaire de zone, le comité de zone élargi, le comité populaire de collectivité, le comité populaire de localité, le comité populaire de cellule).

Rejeté par le peuple congolais comme responsable de la mauvaise gestion du pays, apparemment sans crédit auprès des partenaires étrangers et attentif au bouleversement de l'Europe de l'Est, Mobutu annonce son intention d'ouvrir un large débat national sur le fonctionnement des institutions nationales et sur la gestion du pays. Il reconnaîtra que d'année en année, la situation, loin de s'améliorer, a fini par déclarer globalement négatif le bilan de sa gestion, d'où cette initiative.

Dans un premier chapitre intitulé les causes de la chute du M.P.R, nous essayons de voir les raisons qui sont à la base de l'échec du parti unique zaïrois avant le large débat national qui constituera le deuxième chapitre de cette partie.

## CHAPITRE 1 - LES CAUSES DE LA CHUTE DU M.P.R.

*« Quand je désespère, je me souviens que tout au long de l'histoire, la voie de la vérité et de l'amour a toujours triomphé. Il y a dans le monde des tyrans et des assassins et, pendant un temps, ils peuvent nous sembler invincibles mais, à la fin, ils tombent toujours ».*

*Gandhi*

Le bilan négatif du régime de Mobutu se résume en quelques termes : misère, dégradation des conditions de vie, infrastructures inexistantes, violations des droits de l'homme.

La société congolaise est donc en proie à une crise morale, politique et économique profonde.

Les infrastructures de base sont détruites, les unités de production endommagées par les pillages<sup>1</sup> sont en mauvais état. L'économie tourne au ralenti et s'est informalisée, les finances publiques sont exsangues, la dette publique atteint des montants importants.

Le capital humain s'est fortement dégradé. La libération des anciens régimes socialistes à l'égard de l'Union soviétique qui marque la fin de la guerre froide<sup>2</sup> eut un impact considérable sur le déclin du parti unique zaïrois car le régime de Mobutu doit sa survie à trois facteurs :

---

<sup>1</sup> Si le premier pillage a éclaté spontanément, les suivants ont été sciemment provoqués par les militaires qui réclamaient leur solde.

<sup>2</sup> Pour Boutros Boutros Ghali, la Guerre froide, c'est l'axiome qui sous-entendait la course au pouvoir entre l'EST socialiste et l'OUEST capitaliste, à savoir que, l'histoire est le déroulement entre ces deux systèmes antagonistes, colorait les relations internationales, sous tous les aspects qui ont rendu les promesses dont l'Organisation des Nations Unies était pleine, extrêmement difficile à remplir. In *Rapport sur l'activité de la 4<sup>e</sup> à la 47<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies*, septembre 1992, p.1.

- la complicité entre protégé et protecteur face aux violations massives et systématiques des droits de l'homme et obstruction à la démocratie,
- le fait de servir de pilier de la guerre froide en Afrique, avec en échange, le soutien sans condition, de tous les services spéciaux de l'Occident à la bourgeoisie nationale,
- le maintien du monopole étranger de grandes compagnies multinationales sur les richesses nationales.

Kabungulu Ngoy-Kangoy<sup>1</sup> résume les trois facteurs de survie du régime de Mobutu en principe d'alignement aux blocs, principe de documentation et d'exploitation.

Ainsi parmi les causes de la chute du Mouvement Populaire de la Révolution (M.P.R.), nous évoquons les causes endogènes (1) comprenant la gestion irresponsable par le régime (A), le dérèglement de l'économie (B), les tensions et contestations populaires (C) et causes exogènes (2) : elles comprennent le démantèlement des dictatures dans le monde (A), les pressions internationales (B), les consultations populaires (Chapitre 2), à l'issue desquelles sont sortis 6128 mémorandums (3) provenant de toutes les forces vives de la nation (les intellectuelles, professeurs, cadres, chercheurs, étudiants, fonctionnaires, gestionnaires publiques et privés, banquiers, industriels, commençants, paysans, agriculteurs, artisans, artistes, églises, partis politiques, etc.).

---

<sup>1</sup> Kabungulu Ngoy-kangoy, *La transition démocratique au Zaïre*, avril 1990 juillet 1994, Centre interdisciplinaire d'études et de documentation en sciences sociales- CIEDOS- Université de Kinshasa, 1997, p. 13.



## **1 - Les causes endogènes**

La vague de démocratisation entamée en 1990 au Congo-Kinshasa s'est accompagnée de très fortes tensions politiques et sociales qui ont réactivé une tradition insurrectionnelle qui s'était tue au cours des années quatre-vingt. Comme écrit si bien Muriel Devey elle s'est traduite également par des coûts économiques considérables, notamment ceux liés aux pillages de 1991 et de 1993 qui ont occasionné des pertes évaluées à près de 25% du produit intérieur brut (PIB), qui ont accéléré le déclin économique<sup>1</sup>.

Pendant près de trois décennies la gestion de l'économie de ce grand pays a été caractérisée par un pillage des deniers publics au profit de quelques-uns<sup>2</sup>, sans grand équivalent ailleurs entraînant une dégradation des conditions socio-économiques et un terrible bond en arrière. La population qui aspire pourtant à un changement réel, a perdu confiance en ses dirigeants. L'Etat a disparu et ne remplit pratiquement plus ses fonctions essentielles : entretien des infrastructures ou la fourniture de services sociaux de base. Les unités de production endommagées par les pillages sont en mauvais état. L'économie s'est vue contrainte de se replier sur des activités informelles.

### ***A - La gestion irresponsable***

La gestion irresponsable par le régime de Mobutu a miné de l'intérieur la solidité de l'édifice. La " cleptocratie ", écrit Bernard Adam<sup>3</sup>, érigée en système a opéré un pillage destructeur. La prédation systématique a non seulement vidé les caisses de l'Etat mais a aussi stoppé tout investissement public et au moins freiné le développement des activités privées. De plus, la concentration de la mainmise sur les

---

<sup>1</sup> Muriel Devey, " L'économie zaïroise : état de lieux ". In *Marchés tropicaux et méditerranéens* 52<sup>e</sup> année, n°2670, janvier 1997, p. 59.

<sup>2</sup> Président Mobutu, son entourage et les étrangers, bénéficiaires du régime.

<sup>3</sup> Adam B., alii, *Kabila prend le pouvoir*, coédition GRIP-Complexe, 1998, pp.8-12.

maigres ressources publiques a créé tout un système pyramidal de rançonnement " hiérarchisée " à tous les niveaux, de l'échelon supérieur jusqu'à la population.

L'armée et les forces de sécurité, par leurs exactions et leurs pillages ont grandement contribué à l'instauration d'un climat de rejet du pouvoir mobutiste par la population. Et en même temps, à de rares exceptions près, elles ont perdu toute capacité de fonctionner comme une véritable armée.

L'incapacité de l'Etat à conduire les affaires du pays est soulignée même par la Banque mondiale (BM) dans son rapport publié en 1994, qui tire un bilan sévère de la gestion Mobutu :

" Une partie de l'administration, y compris l'armée, la police et le pouvoir judiciaire, en est venue à être considérée non seulement comme incapable d'agir et comme un fardeau pour l'économie et la population, mais encore comme une entité contre-production qui peut même avoir un effet de subversion sur le rôle dévolu au gouvernement<sup>1</sup> ".

Lors de sa présentation devant les cadres et agents de son ministère le 21 juillet, l'ancien ministre Katanga Mukumadi de l'Economie nationale, industrie et petites et moyennes entreprises peint le sombre tableau de la situation économique du Congo entre 1990 et 1993. Pour le ministre<sup>2</sup> :

" Le premier élément économique à recevoir un coup dur, c'est le produit intérieur brut qui a baissé de 6,6% en 1990 et de 16,4% en 1993. Le premier trimestre de l'année 1994, les projections faites par les experts parlent déjà d'une chute de 36%. Toutes les autres activités liées à l'économie sont caractérisées par des contre-performances considérables. Dans le domaine minier, l'indice d'activité de la production est passé de 100 en 1990 à 33,4 en 1993. Le constat est identique pour la production du café qui a baissé de 52,9% entre 1990 et 1993. Dans cet espace de temps, le bois congolais, devenu selon les exploitants forestiers le deuxième produit

---

1 Rapport de la Banque mondiale publié en 1994, cité par Muriel Devey in *Marchés Tropicaux et méditerranéens*, op. cit., p.60.

2 Katanga Mukumadi, extraits de l'exposé sur la situation économique du Zaïre (Congo) au 21 juillet 1994. In *Le Soft de Finance*, du 25 juillet 1994.

important du pays après le diamant, a connu une régression de 14,6% dans sa production, alors que le Zaïre (Congo) couvre plus de la moitié des forêts d'Afrique.

La production du caoutchouc n'a pas été épargnée. Elle a subi un net recul fixé à 58,6%. Même observation pour la production de l'huile de palme qui a perdu 66,4%. Le secteur du ciment n'a pas non plus fait le poids face à la conjoncture économique actuelle. Une perte de 67% a été enregistrée entre 1990 et 1993. Le transport, presque inexistant, a baissé de 2,4% en 1993.

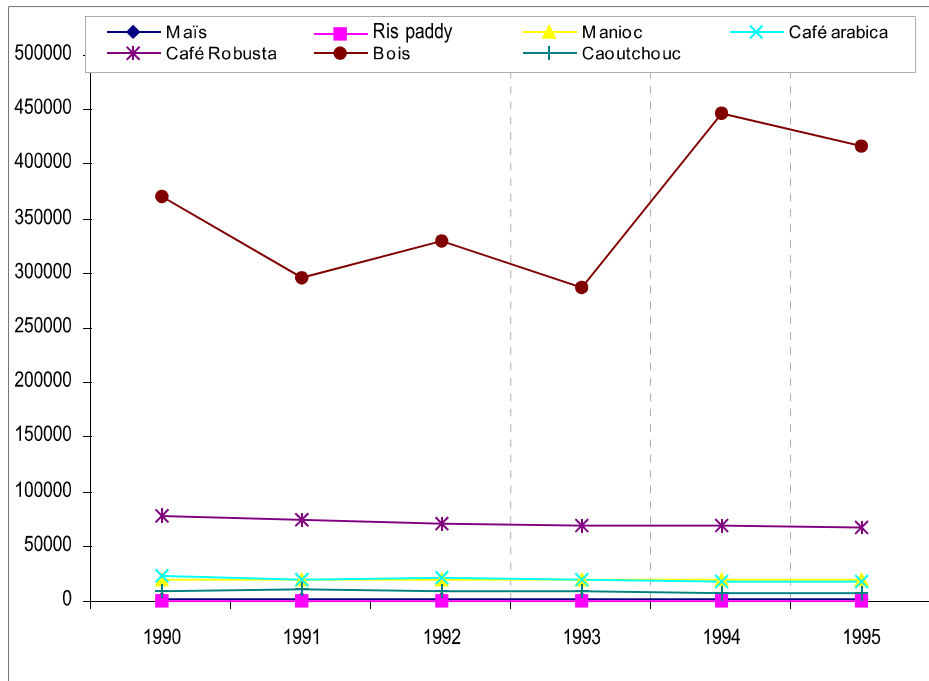
Toutes ces contre-performances ont été couronnées par un taux d'inflation qui est passé de 265 en 1990 à 4651,70% en 1993. A la base de cette situation, les analystes économiques du ministère de l'Economie parlent de la vétusté de l'outil de production mais surtout de la mauvaise gestion des finances publiques "

**Tableau 1 - La production agricole au Congo de 1990-1995 (en 1000 tonnes)**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Maïs	1.008	1.023	1.053	1.130	1.184	1.225
Riz paddy	382	394	403	430	426	441
Manioc	18.715	19.355	19.780	18.830	19.102	19.378
Café arabica	22.934	20.364	20.983	20.206	18.529	16.991
Café robusta	78.660	74.836	71.417	69.903	69.817	67.723
Bois	370.474	296.689	330.333	287.513	446.253	416.247
Caoutchouc	9.479	11.157	9.738	8.479	7.414	6.450

Source : *Marchés Tropicaux* 10 janvier 1997

**Graphique 1 - Représentation de production agricole au Congo 1990 -1995**



\* **Le MAÏS** : Est la céréale la plus répandue, notamment dans les deux Kasai et au Shaba. La production nationale de maïs est évaluée à environ 1.225 MT en 1995. Donc il y a une augmentation de la production par rapport aux années précédentes. Il est passé en 1990 à 1.008 MT, 1.023 MT en 1991, 1.184 MT en 1994, soit une légère augmentation chaque année de la production.

\* **RIZ PADDY** : pratiqué en culture traditionnelle sous pluie, notamment à l'est du Congo Kinshasa et en culture irriguées dans certaines zones marécageuses et fonds de vallée, la production du riz paddy était estimée à 441.000 tonnes en 1995 alors qu'en 1990 la production était de l'ordre de 382.000 tonnes. Comme le maïs, chaque année on enregistre une faible augmentation de la production.

\* **MANIOC** : c'est l'aliment de base le plus répandu et le plus consommé, sous forme de cossettes (racines bouillies ou grillées) cultivé sur l'ensemble du territoire congolais. La production nationale de manioc était estimée à environ 19.378 MT en 1995 par rapport à 1990 où la production était de l'ordre de 18.715 MT.

\* **CAFE** : principale culture d'exportation, le café est aujourd'hui en régression. Deux qualités sont cultivées, le robusta et l'arabica.

La production nationale de robusta est estimée à 67.723 tonnes, en diminution depuis 1990 (78.660 tonnes). Celle d'arabica se situe aux alentours de 17.000 tonnes. Si nous observons bien le parcours de ces deux qualités de café, nous constatons une nette régression d'abord de robusta, qui, en 1990 enregistrait 78.660 tonnes est tombée à 74.636 tonnes en 1991 et cette baisse a continué en 1992 (71.417 tonnes), 69.903 en 1993, 69.817 en 1994.

L'arabica en légère progression en 1990, soit 22.934 tonnes a connu une baisse de 20.364 tonnes en 1991 pour remonter faiblement en 1992 de 20.983 tonnes. Cette faible augmentation n'a pas été maintenue car en 1993 elle chutera à 20.206 tonnes. Cette chute s'accroîtra jusqu'aux deux dernières années, 18.529 en 1994 et 16.991 en 1995.

Cette régression peut s'expliquer par le fait que, le verger, faute d'entretien, est en mauvais état et est attaqué par diverses maladies. La situation politique et économique générale, des problèmes d'évacuation de la production et la détérioration de la qualité du produit sont aussi des raisons qui sont à la base de cette régression.

\* **BOIS** : la forêt congolaise, avec ses 125 millions d'hectares, couvre la moitié du territoire. Elle représente 47% du massif forestier tropical du continent africain et 6% des réserves tropicales du monde. Les troubles politiques, les problèmes économiques et les difficultés d'évacuation du bois ont conduit à une baisse de la production et à une réduction du nombre des exploitants. Selon une étude réalisée par la Chambre de commerce et d'industrie franco-zaïroise, au début des années quatre-vingt, on comptait 125 sociétés forestières, dont une cinquantaine disposait d'au moins une unité de transformation. Aujourd'hui, le nombre d'exploitants serait tombé à 18.

Selon les statistiques de la Banque Nationale du Congo, la production de grumes est très faible et serait établie à 413.247 m<sup>3</sup> en 1995. Il est vrai qu'en observant la courbe de graphique 1, la production de grumes est en légère augmentation : 370.474 m<sup>3</sup> en 1990, baisse en 1991 (296.689 m<sup>3</sup>), légère augmentation en 1992 (330.333m<sup>3</sup>), et cette baisse continue en 1993 (287.513 m<sup>3</sup>) pour remonter en 1994 (446.253 m<sup>3</sup>) mais pas pour longtemps car en 1995 a chuté de 416.247 m<sup>3</sup>.

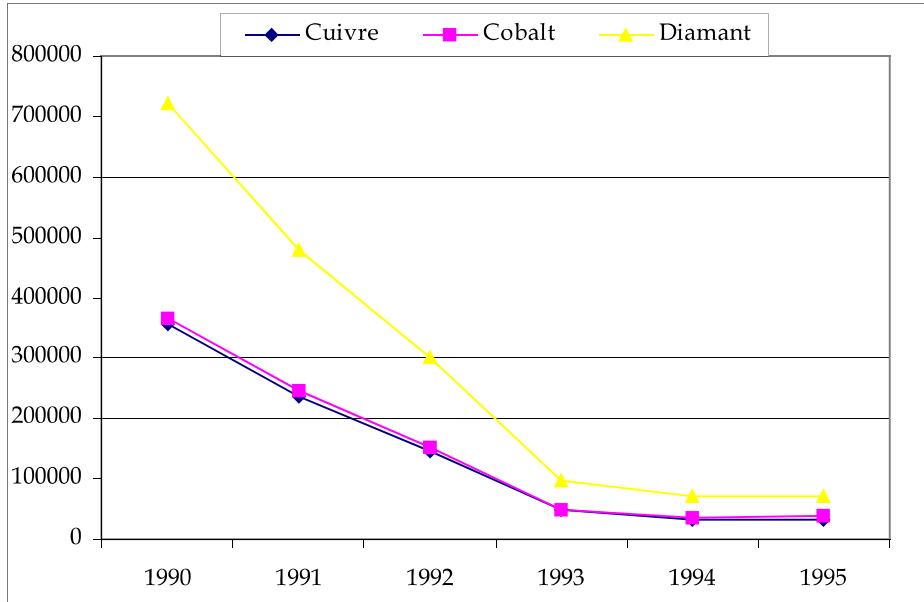
D'après la Chambre de commerce et d'industrie franco-zaïroise, les exportations de bois se seraient élevées à 163.913 m<sup>3</sup> en 1995, 166.282 en 1994 et 120.921 en 1993. En 1995, 68% des exportations étaient constituées de grumes, 27% de sciages et 5% de placages.

- **CAOUTCHOUC** : La production de caoutchouc est en régression. De plus de 9.479 tonnes en 1990, elle est tombée à 6.450 en 1995. Après une légère augmentation de la production en 1991 (11.157 tonnes), la baisse s'est accentuée jusqu'aux quatre dernières années (9.738, en 1992, 8.497, en 1993, 7.414, en 1994, et, 6.450, en 1995).

**Tableau 2 - La production minière au Congo 1990 - 1995 (en 1000 tonnes)**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Cuivre	355.734	236.071	147.318	48.312	33.609	33.946
Cobalt	9.981	8.621	6.127	22	3.631	3.967
Diamant	355.734	236.071	147.318	48.312	33.609	33.946

**Graphique 2 - Représentation de production minière au Congo 1990 - 1995**



Le Congo-Kinshasa dispose d'immenses ressources minérales qui en font l'un des plus grands pays miniers du continent africain. Ses ressources minérales comprennent le cuivre, le cobalt, le zinc, le cadmium, le diamant, l'or, l'étain, le tungstène, le niobium et le manganèse qui sont actuellement mis en valeur. Toutefois ces potentialités ne traduisant pas le niveau de production dont la baisse, commencée en 1986, s'est accentuée entre 1991 et 1993.

En 1995, la contribution du secteur minier n'était plus que de 5,9%. L'indice de production minière et métallurgique qui était de 7,8 points en 1991, est passé à 3,9 points en 1994, pour remonter légèrement à 41,5 points en 1995.

La situation la plus dramatique concerne le **Cuivre**, dont la production est passée de 442.828 tonnes en 1989 à 33.946 tonnes en 1995. En 1990 la production était

de 355.734 tonnes, une diminution qui s'est terriblement accentuée en 1991 (236.071 tonnes, 147318 en 1992, 48.312 en 1993, 33.609 en 1994 et 33.946 en 1995.

**Le Cobalt :** la production est tombée à 3967 tonnes alors qu'elle atteignait 9311 tonnes en 1989. En 1990 elle était de 9981 tonnes, 8621 en 1991, 6127 en 1992, une chute dramatique en 1993 (22 tonnes).

**Le Diamant :** la production de diamant était estimée à environ 22 millions de carats en 1995, en augmentation par rapport à 1994 (16,3 millions), voire les autres années précédentes (19547, en 1990, 17450, en 1991, 13501, en 1992, 15150, en 1993). Cette hausse de la production en 1995 résulte principalement de la production artisanale, suite à l'application des mesures gouvernementales d'août 1994, qui ont porté notamment sur le respect par les comptoirs des performances minimales et le retrait de l'agrément aux comptoirs non performants, sur l'allègement fiscal dégressif pour les comptoirs performants ainsi que sur la lutte contre la dévaluation des lots des matières premières.

D'une manière générale, l'ensemble de la production minière et métallurgique formelle s'est effondrée et le secteur enregistre une expansion considérable des activités aurifères et diamantifères informelles, à petites échelle.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cet effondrement. Outre les causes conjoncturelles telles que les troubles socio-politiques qu'a connus le Zaïre lors de la guerre au Shaba en 1990 et des pillages (1991, 1993) les difficultés du secteur sont également d'origine structurelle. Elles sont liées à un environnement économique général dégradé et à une mauvaise gestion.

Le secteur minier a souffert de la mauvaise qualité des infrastructures de transport, de problèmes techniques, mais surtout de la dégradation accélérée et du



non-renouvellement de l'outil de production que d'une mauvaise gestion des unités de production.

Toujours parmi ces causes endogènes, il est important de signaler que la situation politique intérieure a évolué depuis le début des années 90 en une contestation permanente du système mis en place et maintenu par Mobutu. Les partis d'opposition, la presse et la société civile ont peu à peu et patiemment fragilisé le système mobutiste. Ainsi qu'on peut le constater les forces de l'AFDL<sup>1</sup> ont donc conquis le pouvoir dans un contexte particulier.

Les conditions de vie devenant de plus en plus intenable les populations congolaises ont été amenées à se débrouiller et à se prendre en charge pour pallier les insuffisances de l'Etat. L'économie s'est vue contrainte de se replier sur des activités informelles et à son dérèglement.

### ***B - Le dérèglement de l'économie***

Les activités de la seconde économie sont donc souvent des activités développées à partir d'un usage soit abusif, soit totalement illégal d'une position étatique. L'activité économique avait sensiblement baissé depuis l'apparition de jeu d'argent qui ne fut sans doute qu'une manifestation du dérèglement de l'économie et de la société.

#### *i - Bindo promotion*

Au cours de la pré-transition, la misère sociale avait connu des proportions jamais atteintes auparavant. Et pour cause. La destruction économique n'avait été que plus spectaculaire par le bradage de la monnaie.

---

1 AFDL : Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo. Celles-ci entrent triomphalement (le 17 mai 1997) dans Kinshasa, la capitale. Son porte-parole Laurent-Désiré Kabila s'autoproclame chef de l'Etat et devient ainsi le troisième président congolais.



Les lois du hasard manifestent leur force, mais surgissent aussi, s'imposent aussi, des hommes astucieux et dynamiques qui montent des combines, inventent des tours devant des spectateurs admiratifs mais désemparés, qui ne savent trop ce que les tours de ces " prestidigitateurs " doivent : à la science ou à l'art, à la chance, à la magie ou encore au bluff et à l'" arnaque ".

L'un de ces prestidigitateurs est monsieur Bindo Bolembé qui introduit au Zaïre vers le mois d'août 1990, le jeu d'argent reposant sur des mises insignifiantes rapportant en 45 jours des taux d'intérêts scandaleusement avantageux<sup>1</sup>.

Selon Ndaywel (1996, 777) l'opération Bindo avait tourné en une vaste escroquerie de petites économies, bien qu'elle disposât au départ du soutien des pouvoirs publics. Pourtant, à cette même époque, de nouvelles fortunes s'étaient édifiées, non sans arrogance ; la gabegie financière s'était ajoutée au gonflement exponentiel du déficit budgétaire au point que l'inflation qui était de trois chiffres au cours de la décennie 1980-1990, contre deux en 1970-1980, était passée à quatre chiffres, rien qu'au cours de ces premières années de la nouvelle décennie<sup>2</sup>.

Lors de la déclaration politique, l'Union des Démocrates Indépendants (UDI) à la tribune de la CNS<sup>3</sup> (16 mai 1992), son porte-parole A. Thambwe Mwamba précisa : " Jamais les finances publiques ne se sont aussi mal comportées dans notre pays (...) Pour le seul mois d'avril, le déficit budgétaire s'est situé à 13.400 milliards de Zaïres, presque autant que le niveau du cumul des trois premiers mois de l'année qui s'est chiffré à 15.800 milliards. Pour couvrir le déficit budgétaire, le pouvoir a recouru systématiquement à la planche à billets. Et le financement monétaire prévu à 50 milliards de Zaïres en 1990 a été de 500 milliards à la fin du même exercice, soit dix fois plus que les prévisions ; tandis qu'en 1991, il est passé tout simplement de 1.000

---

1 Ndaywel, op. cit. p. 777.

2 Idem.

3 CNS (Conférence Nationale Souveraine) est une instance, une procédure institutionnelle, un moment et un lieu privilégié pour observer les modalités de traduction des doléances, le potentiel mobilisateur de la revendication démocratique, mais aussi les mécanismes de conversion des ressources, de représentations-construction des groupes mobilisés. Elle permet également d'observer les stratégies d'instrumentalisation des mobilisations et les luttes la gestion du sens, pour la définition de la situation qui, dans un contexte d'extrême tension, de fluidité politique, vont peser sur l'issue de la crise. .

milliards prévus à 15.000 milliards, soit quinze fois plus. L'inflation est à son paroxysme avec 4.228% contre 265% en 1990, alors qu'elle était à moins de 60% avant la pré transition<sup>1</sup> ”.

Le succès Bindo fit école. Des sociétés concurrentes apparaissent : “Nguma-Promotion”, le “Panier de la ménagère”, “Masamuna”, “Groupe Madova”, “Tontine action sociale” qui conduisirent toutes à cette escroquerie du petit peuple. Des milliers de citoyens s'étant laissé attirer par cette escroquerie furent ruinés.

La faillite de ces jeux d'argent, aggrava la tension sociale dans les milieux étudiants ; les étudiants firent à Kinshasa une pression telle que le gouvernement Mulumba Lukoji fut obligé de fermer l'université et la quasi-totalité des instituts supérieurs de la ville de Kinshasa entre avril-mai 1991. L'inflation atteignit à partir de juillet 1991 un niveau jamais connu (Annexe III, tome II, p.483). L'impasse politique et la crise socio-économique se firent de plus en plus aigües.

## *ii. Echangiste*

Le rapport de la Banque Mondiale précitée analyse en ces termes le développement d'un marché parallèle des devises :

“ A côté d'un marché officiel des changes fortement réglementé, il existe un marché parallèle alimentant l'économie informelle. Ce marché s'auto-alimente, car son caractère occulte lui interdit l'accès aux sources de refinancement. Il est dû à l'absence de moyens réels de contrôle des changes, dans une société où le sens civique est inégal parmi les opérateurs économiques en contact avec l'étranger ; (à) la tentation pour une grande partie de l'économie de se dissimuler pour échapper aux administrations publiques ; (aux) différences de taux d'intérêt entre le marché officiel et le marché parallèle.

Ce marché calque sa structure sur le marché officiel et comprend un réseau national pour couvrir le marché domestique et un réseau international pour les

---

<sup>1</sup> Déclaration politique de A. M. Thambwe, porte-parole de l'Union des démocrates indépendants (UDI) à la tribune de la Conférence Nationale Souveraine (16 mai 1992), rapportée par Ndaywel, op. cit. p. 777.

opérations d'import-export. Son volume varie, suivant les estimations, de 20 à 50 pc de la masse monétaire ; il serait actuellement de l'ordre de 300 millions de dollars en ce qui concerne le marché intérieur et de 800 millions de dollars pour le marché extérieur. Un pourcentage non négligeable de la production agricole et de la production minière exportées quitterait, semble-t-il, le pays en évitant les contrôles et alimenterait le marché parallèle, qui trouverait également des ressources dans les ristournes de fret et dans les intéressements versés lors de l'attribution des marchés et des contrats. Les avoirs à l'étranger des résidents zaïrois sont une conséquence de l'existence de ce marché ”.

D'après Colette Braeckman<sup>1</sup>, pour évaluer le poids de l'argent, il faut se rendre un matin dans une petite rue de Kinshasa, derrière l'ambassade de Belgique. Tout le monde la connaît sous le nom de Wall Street. Ou bien il faut se faire conduire dans le quartier populaire de Matonge, à Oshwe, un autre haut lieu de la capitale. Dès l'aube, d'énormes “ Mamas Moziki ” ou “ cent kilos ”, sont installées à même le trottoir, derrière des piles de billets de banque. A tout moment, des 4x4 aux vitres fumées viennent les approvisionner. Les billets s'empilent ou sont emportés par caisses entières. Au siège d'une grande société pétrolière, le jour de la paie des ouvriers, les liasses sont entassées jusqu'au plafond de la chambre forte et c'est à la brouette que l'on distribue à chacun son dû.

Le Gouvernement Mulumba Lukoji a été impuissant de mettre fin à l'existence du marché parallèle des devises. Les cambistes informels continuaient à agir dans l'illégalité.

*Le Soft de Finance* du 2 septembre 1991 (notre corpus, Annexe IIIb, p.488) exprimait son scepticisme : « cette dernière initiative (décision prise par le Gouvernement Mulumba Lukoji de l'unification du marché des changes, suppression du monopole des banques, transactions sur les devises dans des bureaux de change agréés) (pour) sauver la monnaie nationale allonge inutilement la liste de toutes les bonnes intentions en matière économique prises tout au long de la

---

<sup>1</sup> Colette Braeckman, *Terre africaine, Burundi, Rwanda, Zaïre : les racines de la violence*. Fayard, 1996, p. 209.

Deuxième République et qui n'ont pas été suivies de réalisations concrètes -qui opèrent sans formalités et sont au contact de l' "économie réelle" - sont capables de s'adapter efficacement aux variations locales journalières de l'offre et de la demande, dans un contexte de dépréciation accélérée de la monnaie nationale.

La même source observait que le dollar qui s'échangeait à 15.200 Z à Kinshasa au moment de l'unification des taux de change, atteignait déjà, au début septembre, 16.500 Z chez les cambistes illégaux alors que la Banque du Zaïre, elle, n'avait toujours pas bougé son taux ».

La dépréciation du zaïre-monnaie atteignait 15% durant la dernière semaine de novembre et les prix de détail de tous les produits de première nécessité s'étaient littéralement envolés chez les commerçants. Le prix de la farine de manioc, alimentation de base des Zaïrois, mais aussi celui du riz, du sucre et de l'huile avaient doublé voir triplé en l'espace d'un mois.

Les prix des carburants avaient d'autre part été multiplié par trois : l'essence était passée de 362 à 918 zaïres.

Dans l'arrière-pays, notamment dans les grandes villes comme Lubumbashi, les prix de l'essence avaient été multipliés par dix. Cette hausse du carburant entraînait une augmentation des prix de détail des marchandises transportées par avion ou par camion.

Les malaises qui touchaient tous les secteurs de la vie provoquèrent une forte tension et contestations populaires.

### *C - Tensions et contestations populaires*

Le déblocage de la situation socio-économique supposait en effet la libération de la créativité populaire et l'élaboration d'un plan de développement, qui soit une rentabilité efficiente des ressources du pays, au service de ses habitants. Or le Congo-Kinshasa poussé à la démocratie en cette année 90 est un Congo affamé, menacé par la misère : multiplication des mouvements de contestation<sup>1</sup> dont les plus violents se sont rassemblés sous les slogans du multipartisme et de la démocratie. Leur caractéristique est d'être concentrés dans les centres urbains du pays (Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Bandundu, Kikwit, Bas-Congo, Mbandaka, Kananga, Mbuji-Mayi, Goma, Kindu, etc.). On y trouve étudiants, fonctionnaires, enseignants, commerçants, jeunes, etc.

A ce propos, Elly Rijnierse écrit : « ...ces mouvements ont ensemble élevé la voix et ont profité de l'incertitude qui gagnait les régimes africains »<sup>2</sup>.

Le bilan négatif du régime mobutiste explique la crise de légitimité politique contre le système de parti unique.

#### *i - Les mouvements étudiants*

La prédisposition des étudiants congolais à critiquer le bilan combien négatif du régime mobutiste et à exprimer publiquement leur mécontentement tient au dépassement du système de parti unique (le MPR) qui, trente ans après, manque de perspectives surtout quant à leur avenir. Ainsi au moment où dans certains pays africains où l'on assiste à la fermeture des universités, au lancement des mots d'ordre de grève, aux pillages, à la tuerie des étudiants par les soldats (Gabon, Niger, Côte d'Ivoire...) débutent les premières manifestations étudiantes à Kinshasa et le

---

<sup>1</sup> Lire à ce sujet Lafargue, J., *Contestations démocratiques en Afrique. Sociologie de la protestation au Kenya et en Zambie*, Karthala, Paris, 1996, 426 p.

<sup>2</sup> Elly Rijnierse, " *Democratisation in sub-saharan Africa ? Literature overview* ", in *Third world Quarterly*, vol 14, n°3, 1993, p.647.



massacre au Campus de l'Université de Lubumbashi<sup>1</sup> (Annexe IV, tome II, p.491) du 11 et 12 mai 1991.

Etudiant dans des conditions combien difficiles, les étudiants congolais avaient d'abord réclamé l'augmentation de leurs bourses pour faire face à l'inflation galopante, ensuite l'octroi généralisé de bourses à tous, sans distinction politiques, en vain. A cause des mensonges du régime, des marches étaient prévues dans tout le pays, entraînant violences, morts, disparitions et beaucoup d'arrestations. Parmi des manifestants, les étudiants découvrent des membres des services de sécurité infiltrés dans leur campus. Ils seront tabassés et lynchés. L'un d'eux en mourra. Le régime réagit aussitôt et le campus de Kinshasa sera investi. Les étudiants seront délogés et une vingtaine kidnappés.

Suite à ce kidnapping, et en solidarité avec leurs camarades de Kinshasa, les étudiants de l'Université de Lubumbashi manifestent. Un blocus militaire du campus interdit toute circulation : " ni entrée, ni sorti ". Le campus est donc contrôlé par les étudiants révolutionnaires qui l'ont doté de règles de discipline. La fille du général de la garde civile, Baramoto, ne respectant pas ces règles, se voit pénalisée. Elle se sent outragée et insulte les étudiants de " fils de pauvres ".

C'est alors que les étudiants exaspérés la brutalisent jusqu'à l'arrivée des gardes civiles. Trois étudiants isolés seront enlevés. L'inquiétude est si profonde chez les étudiants dont l'un se trahira. Aussitôt ils se mettent à menacer le traître qui dénoncera le réseau de faux étudiants, tous membres de la sécurité. Leur rôle est l'identification des étudiants contestataires les plus dangereux pour le régime et les faire carrément disparaître.

En fouillant la chambre de ces faux étudiants, on trouve non seulement de l'argent, chéquier en devises, félicitations écrites du président Mobutu pour leur courage à l'action mais également des armes, munitions, poignards, appareils de communication, etc. Ces espions seront sévèrement châtiés. Ainsi, la nuit du 11 au 12

---

<sup>1</sup> Fr. Victor Digeekisa Piluka, *Le massacre de Lubumbashi*. Zaïre 11-12 mai 1990. Dossier d'un Témoin-Accusé. L'Harmattan, Paris, 1993.